

Consultation publique de l'ARCEP sur l'interopérabilité et la portabilité des services d'informatique en nuage (cloud) Juillet 2025 (« Consultation »)

Questions relatives au renforcement de la transparence sur le degré de portabilité et d'interopérabilité des services cloud

Question 1 : Les informations proposées couvrent-elles selon vous les besoins des clients pour comprendre les modalités de portabilité et d'interopérabilité d'un service cloud ? Sinon, comment cette liste devrait-elle être modifiée selon vous ?

Question 2 : Avez-vous d'autres commentaires sur cette recommandation ?

Réponses :

1. Comme indiqué dans les réponses d'AWS à la consultation publique de l'ARCEP relative à la présentation de ses lignes directrices initiales lancée en octobre 2024 relative la mise en œuvre des dispositions de la loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique (« **Loi SREN** ») du 21 mai 2004 sur la facilitation du changement de fournisseur (« **Première Consultation SREN** »), AWS partage l'avis de l'ARCEP selon lequel une harmonisation de haut niveau de l'offre de référence technique que les fournisseurs de services cloud doivent mettre à disposition conformément à l'article 28 de la Loi SREN pourrait profiter tant aux clients qu'aux fournisseurs en leur permettant de répondre à leurs besoins et obligations respectifs. AWS a également soutenu le code de conduite SWIPO (« *Switching Cloud Providers and Porting Data* » - Changement de fournisseur de services cloud et portage des données) pour l'infrastructure en tant que service (« **IaaS** »), mentionné par l'ARCEP comme source potentielle pour l'offre de référence technique, qui exigeait que les services cloud soient capables d'importer et d'exporter les artefacts d'infrastructure des clients de manière simple et sécurisée entre les services cloud, en prenant en charge les scénarios cloud-à-cloud, cloud-à-client et client-à-cloud en utilisant des formats structurés, couramment utilisés et lisibles par machine.
2. Nous soutenons l'intention de l'ARCEP d'améliorer la transparence et la comparabilité. Cependant, nous craignons qu'une harmonisation trop rigide des offres de références techniques ne crée des obligations légales supplémentaires qui irait au-delà des exigences du Règlement UE 2023/2854 concernant des règles harmonisées portant sur l'équité de l'accès aux données et de l'utilisation des données (« **Data Act** ») et la loi SREN. Nous souhaitons ainsi proposer une approche plus équilibrée pour garantir que les informations clés relatives à l'interopérabilité et à la portabilité soient fournies de manière cohérente, tout en laissant aux fournisseurs une certaine flexibilité dans la manière dont ils présentent les caractéristiques propres de leurs services. Nous mettons particulièrement en garde contre les exigences qui compromettraient l'autonomie du client dans son processus de migration ou qui imposeraient aux fournisseurs de documenter des aspects de la migration hors de leur périmètre de contrôle.
3. AWS pense que certaines exigences figurant dans la liste proposée par l'ARCEP ne sont pas applicables en pratique, car elles dépendent de facteurs spécifiques aux clients ou d'aspects entièrement contrôlés par ces derniers que les fournisseurs ne peuvent pas préciser à l'avance. En outre, AWS propose des ajustements sur certains points devant figurer dans l'offre de référence technique afin d'apporter plus de clarté et de garantir la conformité avec les exigences du Data Act.

Informations proposées par l'ARCEP	Commentaires
2. Procédures pour initier une migration depuis le service cloud	Conformément à l'article 26(a) du Data Act, les fournisseurs sont déjà tenus de fournir « <i>des informations sur les procédures disponibles pour le changement de fournisseur et le portage vers le service de traitement de données, y compris des informations sur les méthodes et formats de changement de fournisseur et de portage disponibles, ainsi que sur les restrictions et les limitations techniques connues du fournisseur de services de traitement de données</i> ». Afin d'assurer la cohérence et éviter les divergences, AWS propose que l'offre de référence technique soit étroitement alignée sur la formulation utilisée dans le Data Act. Il convient toutefois de clarifier que si ces informations doivent couvrir à la fois la migration <i>vers le service et hors du service</i> , étant donné que la disposition de l'article 26(a) fait uniquement référence au « changement et au portage <u>vers</u> » service donné.
3. Procédures pour initier une migration vers le service cloud	AWS renvoie à ses commentaires au point 2 ci-dessus.
4. Méthodes (téléversement, API, expédition de disques) disponibles pour la migration et l'utilisation simultanée des services de différents fournisseurs, y compris les protections disponibles (chiffrement) et les restrictions et limitations techniques connues	<p>Bien que les fournisseurs puissent documenter les méthodes de transfert qu'ils mettent à disposition pour la migration des clients, ainsi que les méthodes de protection (chiffrement) disponibles, le choix final de la méthode et des contrôles de sécurité reste à la discrétion du client, en fonction de ses besoins spécifiques, de ses obligations de conformité et de son évaluation des risques. Par conséquent, si l'offre de référence technique peut inclure un aperçu des méthodes disponibles, on ne peut pas attendre des fournisseurs qu'ils fournissent des recommandations particulières sur l'utilisation de ces méthodes ou des contrôles de sécurité pour la migration d'un client spécifique.</p> <p>Il convient également de [SDA] distinguer entre (i) les méthodes standards de transfert de données, qui sont généralement utilisées pour les opérations quotidiennes et sont incluses dans l'offre de services de base des fournisseurs de services cloud, et (ii) les services spécialisés de transfert de données, qui sont souvent proposés en tant que services distincts avec des cas d'utilisation spécifiques ou des vitesses augmentées (et des coûts pour le fournisseur) qui excèdent ce qui est proposé dans le cadre des transferts de données standards. Comme indiqué</p>

	<p>dans les réponses d'AWS à la Première Consultation SREN, [SDA].</p> <p>Enfin, AWS note que le champ d'application des obligations d'information prévues à l'article 26(a) du Data Act concerne uniquement le changement de fournisseur, et non les cas d'utilisation parallèle¹. AWS estime donc que l'utilisation parallèle devrait être retirée du champ d'application de ce point.</p>
<p>5. Méthodes de migration recommandées en fonction du volume de données à transférer</p>	<p>AWS n'est pas d'accord avec l'inclusion de ce point dans l'offre de référence technique. De telles recommandations sur les méthodes de migration ne peuvent pas être formulées de manière pertinente sans tenir compte de multiples facteurs spécifique à chaque client, qui vont bien au-delà du simple volume de données, tels que le type et la nature des données à migrer, les exigences de performance spécifiques du client ou les interdépendances entre les différentes applications et ensembles de données. Si les fournisseurs peuvent offrir et offrent des conseils généraux sur les différents outils et services de migration, y compris leurs capacités et cas d'usages, ils ne sont pas en mesure de fournir des recommandations prescriptives. Si un client sollicite une assistance spécifique pour la migration ou de recommandations personnalisées sur les méthodes de migration, cela constitue un service professionnel à valeur ajoutée qui est généralement proposé séparément et soumis à des frais supplémentaires. Ces services vont au-delà des obligations de base prévues par le Data Act et la Loi SREN, et ne devraient pas être exigés dans le cadre de l'offre technique de référence standard. L'inclusion de cette exigence risque de compromettre la nature, par essence centrée sur le client, de la migration des services cloud et pourrait conduire à des résultats non efficaces si les clients se fient uniquement à des recommandations génériques.</p> <p>AWS recommande donc de supprimer cet élément de la liste des informations requises, car il pourrait conduire à des décisions de migration inadaptées si les clients se fient uniquement à des recommandations basées sur le volume.</p>
<p>7. Procédures pour tester les différents mécanismes de migration, notamment ceux de sauvegarde (<i>snapshot</i>), de restauration (<i>rollback</i>)</p>	<p>AWS note que si certains fournisseurs sont susceptibles de mettre à disposition de leurs clients des informations sur les outils qu'ils peuvent utiliser s'ils souhaitent « tester » leur changement, il doit</p>

¹ Voir l'article 34, paragraphe 1, qui fournit une liste des obligations prévues par le Data Act qui s'appliqueront *mutatis mutandis* à l'utilisation parallèle.

et de vérification de l'intégrité des données	<p>être clair que ces outils sont des services à valeur-ajoutée qui peuvent être soumis aux frais de services standards. Conformément au Data Act et la Loi SREN, il n'y a pas d'obligation pour les fournisseurs de services cloud de fournir les détails des procédures pour de tels tests.</p> <p>AWS renvoie à ses explications détaillées sur ce point dans ses réponses aux questions 19 et 26 de la Première Consultation SREN.</p>
9. Processus de résiliation d'un service cloud existant, lorsque le client souhaite mettre fin à son utilisation du service après la migration	<p>AWS propose de supprimer la mention « <i>lorsque le client souhaite mettre fin à son utilisation du service après la migration</i> », car le terme « changement » est défini dans le Data Act et la Loi SREN au niveau des services, lorsqu'un client « <i>passse de l'utilisation d'un service de traitement de données à l'utilisation d'un autre service de traitement de données</i> ». Par conséquent, si le client continue à utiliser les services après une certaine migration, cela ne serait pas considéré comme un changement au sens du Data Act ou de la Loi SREN.</p>
11. Formats disponibles, recommandés ou utilisés dans le cadre d'une migration ou d'une utilisation simultanée des services de différents fournisseurs, ainsi que les spécifications et la documentation relatives à ces formats	<p>AWS comprend que, dans ce point, l'ARCEP fait référence aux formats de données pour les données exportables. AWS propose de modifier ce point comme suit afin de le clarifier et de l'aligner sur l'article 26(b) du Data Act : « <i>les formats de données ainsi que les normes pertinentes et les spécifications d'interopérabilité ouvertes, dans lequel les données exportables (...) sont disponibles</i> ».</p> <p>En ce qui concerne la référence au terme « recommandé », AWS note que, bien que les fournisseurs puissent spécifier les formats disponibles et pris en charge, toute recommandation quant au format à utiliser doit être déterminée en dernier ressort par le client, en fonction de ses exigences spécifiques, de son environnement technique et de l'utilisation prévue. Les fournisseurs ne sont pas en mesure de formuler des recommandations normatives quant à ce qui conviendrait à tous les scénarios clients. AWS recommande donc que la référence technique se concentre sur la divulgation des formats disponibles et des spécifications pertinentes, tout en précisant clairement que le choix du format reste une décision qui appartient au client et non au fournisseur.</p>
14. Délais de migration et durée de transfert des données	<p>AWS est en profond désaccord avec l'inclusion de ce point dans l'offre de référence technique. Les fournisseurs ne sont pas en mesure de préciser le</p>

	<p>temps que prendraient les clients pour effectuer leur changement ou pour transférer leurs données.</p> <p>Tout d'abord, planifier et exécuter le processus de migration, y compris estimer et gérer les délais de migration, relève de la responsabilité du client. Il convient de noter que la « durée de la migration » et la « durée du transfert des données » sont deux concepts différents. La « durée de la migration » englobe l'ensemble du processus de passage d'un fournisseur à un autre, qui peut inclure non seulement le transfert technique des données, mais aussi la reconstruction ou la reconfiguration des environnements, l'intégration avec d'autres systèmes et la validation. Ces activités sont propres à chaque client et peuvent varier considérablement selon que le client rétablit exactement le même environnement, en crée un équivalent ou quitte tout simplement le service. Le « temps de transfert des données » désigne quant à lui la durée nécessaire pour déplacer les données de l'environnement du fournisseur d'origine vers celui du fournisseur de destination. Cette durée est très variable et dépend de nombreux facteurs échappant au contrôle du fournisseur, notamment la bande passante et la connectivité du réseau du client, le volume, la structure et le type de données transférées, les processus de transformation ou de chiffrement des données appliqués pendant la migration, ainsi que l'architecture et les dépendances spécifiques des applications du client. Les migrations ne sont pas de simples exercices techniques. Elles s'inscrivent souvent dans un contexte organisationnel plus large, voire juridique, où les processus internes, les contrôles de conformité et les considérations contractuelles peuvent influencer les délais de lancement et d'achèvement des migrations de données.</p> <p>Conformément au Data Act, l'obligation du fournisseur en ce qui concerne la durée du changement et l'extraction des données se limite à garantir qu'il dispose des capacités techniques nécessaires pour permettre à ses clients d'effectuer leur changement dans le délai transitoire maximal de 30 jours calendaires. Cette approche respecte l'autonomie de décision du client dans le processus de changement et tient compte du fait que les délais de migration réels varieront en fonction de la situation particulière de chaque client.</p>
--	--